

A stylized world map composed of a grid of dots in various shades of gray, with several dots highlighted in red. The map is centered behind the title and author information.

# Pour un patriotisme progressiste

Ou comment les progressistes devraient se réappropriier le concept de patriotisme

MARC SAXER

Avril 2018

- Une peur croissante de déclassement social traverse la société de bout en bout. Se sentant livrés, comme impuissants, aux forces anonymes de la mondialisation, de l'automatisation et des phénomènes migratoires, nombreux sont ceux qui se retranchent dans une volonté farouche de conserver au moins le contrôle de leur situation individuelle. Afin de supplanter l'extrême droite, les responsables politiques doivent de nouveau se battre pour rendre aux citoyens le contrôle de leur propre vie et leur redonner le sentiment d'appartenir à une communauté. Tout un chacun a besoin d'une identité qui lui confère un sentiment de fierté, de reconnaissance et d'estime de soi pour pouvoir prendre le train en marche d'un monde en constante mutation.
- Ces dernières années, les tentatives de forger un concept de *patriotisme* social-démocrate se sont multipliées. Cependant, le terme était alors souvent réduit à des critères strictement culturels. Ce parti pris exclusivement culturel mène inéluctablement à des conflits entre la sphère internationaliste et la sphère plus nationaliste de la social-démocratie. Une interprétation progressiste du *patriotisme* requiert donc toujours une dimension matérielle en complément.
- La dimension matérielle, c'est la fourniture de biens publics de première qualité. Tout ceci n'est possible qu'à travers une meilleure dotation financière des communes et des Länder. Le retour aux investissements d'Etat n'est cependant envisageable qu'à travers la fin de la politique d'équilibre budgétaire, ou politique de la « *Schwarze Null* ». L'objectif politique du *patriotisme heureux* revient ainsi à libérer la société du joug néolibéral exercé par la politique d'austérité. En effet, seul un Etat doté d'une marge de manœuvre budgétaire permettrait de réaliser l'essence de la politique sociale-démocrate : l'organisation harmonieuse de la société.

Une peur croissante de déclassement social traverse la société de bout en bout. Se sentant livrés, comme impuissants, aux forces anonymes de la mondialisation, de l'automatisation et des phénomènes migratoires, nombreux sont ceux qui se retranchent dans une volonté farouche de conserver au moins le contrôle de leur situation individuelle. Ce retrait dans la sphère privée réduit cependant encore davantage les espaces collectifs qui donnaient autrefois l'impression de pouvoir façonner son propre environnement. Le désengagement de l'Etat n'a fait qu'aggraver la perte de confiance dans la capacité d'action de la politique. Dans ce contexte, beaucoup de citoyens se sentent abandonnés à leur sort et cherchent des alternatives politiques au-delà des partis traditionnels de centre gauche et de centre droit.

À tous ceux qui ont le sentiment de ne pas être entendus dans nos post-démocraties dominées par les lobbyistes, d'être dépassés par le rythme effréné des bouleversements économiques, de ne trouver aucune forme de reconnaissance dans le pluralisme de la société en général et auprès des élites libérales en particulier, à tous ceux-là, les populistes d'extrême droite promettent protection et stabilité.

Afin de supplanter l'extrême droite, les responsables politiques doivent de nouveau se battre pour rendre aux citoyens le contrôle de leur propre vie et leur redonner le sentiment d'appartenir à une communauté. La sécurité matérielle à elle seule, cependant, ne suffira pas. Tout un chacun a besoin d'une identité qui lui confère un sentiment de fierté, de reconnaissance et d'estime de soi pour pouvoir prendre le train en marche d'un monde en constante mutation. La social-démocratie doit donc proposer une identité à tous ceux en mal de protection et de sentiment d'appartenance.

Jusqu'à maintenant, la social-démocratie n'a pas su opposer un concept d'identité progressiste au concept *völkisch*<sup>1</sup> de l'extrême droite. Cette lacune s'explique d'un côté par la peur d'ouvrir la boîte de Pandore du nationalisme, préambule à un déferlement de xénophobie et de racisme. D'un autre côté, de nombreuses voix s'élèvent pour affirmer que c'est justement le fait d'insister sur la politique identitaire, au détriment de la lutte pour la

redistribution des richesses, qui a mécontenté la classe ouvrière blanche.

Ces objections sont toutes deux réductrices. Il faut rappeler en premier lieu que la social-démocratie n'a jamais hésité dans son histoire à puiser l'énergie émotionnelle dans les identités collectives. Le monde du mouvement ouvrier était peuplé de traditions communautaires, du mouvement de jeunesse *Wandervögel*<sup>2</sup> aux associations sportives, en passant par les chants ouvriers. Deuxièmement, les conflits politiques du XXI<sup>e</sup> siècle – qu'il s'agisse de l'immigration (via le slogan « rapefugees ») ou de l'égalité des sexes (avec le mouvement « #metoo ») – se caractérisent précisément par le fait que les batailles pour une meilleure répartition des richesses matérielles ont pris la forme d'un débat sur la culture allemande. Si les progressistes ne parviennent pas à formuler leurs projets dans un langage qui puisse s'articuler avec ces débats d'un nouveau genre, leurs arguments de fond n'auront, eux non plus, aucun écho. Enfin, en abandonnant sans résistance l'identité collective, on a cédé le terrain à l'extrême droite.

Ces arguments sont loin d'être uniquement des arguments tactiques plaidant pour une offre d'identité progressiste concurrente. Le noyau central de la démocratie sociale lui-même, encore appelé communauté solidaire, ne saurait fonctionner sans cadre identitaire. S'il n'est pas clairement défini qui appartient à la communauté et qui n'y appartient pas, on ne sait pas non plus qui doit partager avec qui. Le dilemme central de tous les projets progressistes apparaît ainsi au grand jour. Plus une communauté solidaire est petite, mieux se fera la répartition des richesses entre ses membres. Toutefois, les ressources nécessaires à la redistribution sont aujourd'hui générées par un système capitaliste dont le champ d'action est mondial.

Ce dilemme explique également pourquoi les leaders progressistes ont choisi des orientations aussi opposées pour leurs projets respectifs. D'un côté, les nationalistes de gauche militent pour un retour à l'Etat-nation. L'idée est de réunir sous le dénominateur commun de la nation les luttes isolées des différents groupes d'intérêt particuliers. Afin de pouvoir utiliser le concept de nation, il faut cependant, avant toute chose, disputer à l'extrême droite le mo-

1. Terme renvoyant à la nation et au peuple allemands, dans un sens ethnique et racial, N.d.T.

2. Mouvements de jeunesse ouvriers apparus à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et apparentés à différentes formations politiques, dont entre autres le courant social-démocrate.

nopole d'interprétation de ce terme problématique. Pour ce faire, les nationalistes de gauche estiment nécessaire de tracer une autre ligne de clivage social. Là où l'extrême droite *völkisch* cherche à se démarquer des « étrangers », les nationalistes de gauche opposent « le peuple » (99 %) aux « élites » (1 %); le but étant de sauver l'Etat-providence national du démantèlement définitif opéré par la finance mondiale et les technocrates de Bruxelles.

Les internationalistes, quant à eux, ne croient pas que les petits Etats-nations soient en mesure, à eux seuls, de relever les défis de la mondialisation. En guise de riposte à l'assaut néolibéral mené contre la démocratie sociale, les internationalistes veulent s'organiser au même niveau que la finance mondiale. Appliqué à la lettre, ce raisonnement conduit au passage de l'Europe des nations à une république européenne cosmopolite. Cependant, ces deux stratégies atteignent bien vite leurs limites. Il est vrai que le nationalisme de gauche pourrait tout à fait trouver de nouveaux alliés, mais il risque de s'aliéner en même temps sa propre base, d'orientation internationaliste. S'agissant des internationalistes libertaires, leurs messages politiques axés sur la notion de culture déplaisent à la classe ouvrière, tandis que les classes moyennes cosmopolites ne sont pas séduites par leurs politiques de redistribution.

Pour réussir, la stratégie des progressistes doit donc voir au-delà de l'Etat-nation, tout en satisfaisant les besoins de stabilité, de sécurité et d'appartenance qu'éprouvent de nombreux citoyens. C'est pourquoi les tentatives consistant à remplacer une définition d'identité universaliste par un positionnement plus conservateur sont autant d'efforts vains. Opposer le mariage pour les couples homosexuels et la thématique de l'intégration à celles de la sécurité intérieure et de la *Leitkultur* (« culture de référence » ou « culture dominante ») n'apporte pas grand-chose et comporte même le risque de nouveaux clivages au sein du camp progressiste. Ceux qui ignorent les besoins émotionnels fondamentaux de la population et qui misent uniquement sur une redistribution matérielle des richesses se fourvoient tout autant. Le concept d'identité revisité par le progressisme se doit donc de tisser un lien fécond entre la problématique de la redistribution matérielle et les besoins de reconnaissance culturelle.

Toute tentative de définir une variante progressiste de l'identité revient cependant à s'engager à pas de loup sur un chemin miné. Les termes à forte charge émo-

tionnelle tels que *nation*, *patriotisme* et *Leitkultur* ne sont pas recevables dans le camp libertaire de l'univers social-démocrate allemand. D'un autre côté, les termes désincarnés tels que *Verfassungspatriotismus* (« patriotisme constitutionnel ») ne parviennent pas à satisfaire les besoins humains d'appartenance, de fierté, d'estime de soi, d'honneur, de stabilité et de sécurité.

Or c'est précisément cette promesse de lien émotionnel que remplit le terme de *patriotisme*. Le mot se heurte certes souvent à la méfiance, parce qu'on le soupçonne de cacher une idéologie d'extrême droite; mais c'est justement cette interprétation essentialiste du terme qui fait le jeu de l'extrême droite, car elle revient à lui abandonner le terrain de l'identité sans lui opposer la moindre résistance. La signification du terme *patriotisme* n'est pas figée d'avance: elle ne sera définie qu'à l'issue d'un débat au sein de la société visant à déterminer la meilleure manière d'interpréter ce concept.

Bien entendu, une définition progressiste du *patriotisme* ne doit pas relever du chauvinisme naïf. Elle doit être internationaliste et européenne. Le *patriotisme* social-démocrate se veut donc un espace ouvert sur le monde, au cœur de l'Europe, tout en étant rattaché à la culture vivante des traditions locales. A cet égard, la reconstruction d'espaces et de symboles collectifs fait partie intégrante de cette acception du terme *patriotisme*.

Ces dernières années, les tentatives de forger un concept de *patriotisme* social-démocrate se sont multipliées. Cependant, le terme était alors souvent réduit à des critères strictement culturels. Ce parti pris exclusivement culturel mène inéluctablement à des conflits entre la sphère internationaliste et la sphère plus nationaliste de la social-démocratie. Une interprétation progressiste du *patriotisme* requiert donc toujours une dimension matérielle en complément. Le *patriotisme progressiste* devient ainsi un espace où il fait bon vivre au sein d'une société harmonisée.

Sans services publics, rien de tout cela ne serait possible. Si aucun bus ni train ne circulent dans la région des monts Métallifères, ou si Berlin disparaît sous une montagne d'ordures, difficile d'y mener une vie agréable. Lorsque de jeunes parents vivent dans l'incertitude d'obtenir une place en crèche, ou lorsque des femmes, des homosexuels et des réfugiés ne peuvent sortir dans la rue sans avoir peur, c'est bien que la société ne fonctionne pas en harmonie.

Le *patriotisme progressiste* est donc la garantie d'une vie agréable. Elle prend racine dans les traditions locales et porte un regard ouvert sur le monde. Elle encourage chacun dans la construction de sa propre vie et de la vie en communauté.

La dimension matérielle, condition du *patriotisme progressiste*, c'est la fourniture de biens publics de première qualité. Dans les régions rurales, mais aussi dans les « rustbelts » des villes qui ont connu la désindustrialisation, cette exigence suppose des investissements dans l'offre de mobilité via le développement des transports en commun de proximité, dans les prestations de base tels que les services postaux et la fibre optique, dans des lieux publics de sociabilité tels que les piscines et les associations sportives, ainsi que dans les institutions culturelles telles que les théâtres ou les musées. Afin de répondre aux défis du numérique, il faut en outre réformer le système éducatif en profondeur. Enfin, et ce afin d'apaiser les craintes de la population, renforcer à la fois le travail de la police et les systèmes de protection sociale est nécessaire.

Tout ceci n'est possible qu'à travers une meilleure dotation financière des communes et des Länder. Le retour aux investissements de l'Etat n'est cependant envisageable qu'à travers la fin de la politique d'équilibre budgétaire, ou politique de la « *Schwarze Null* ». L'objectif politique du *patriotisme heureux* revient ainsi à libérer la société du joug néolibéral exercé par la politique d'austérité. En effet, seul un Etat doté d'une marge de manœuvre budgétaire permettrait de réaliser l'essence de la politique sociale-démocrate : l'organisation harmonieuse de la société. Le retour à l'investissement des pouvoirs publics rendrait à la social-démocratie sa boîte à outils keynésienne. Elle en aura d'ailleurs besoin de toute urgence pour s'attaquer à la crise de la demande qui déstabilise le système économique capitaliste depuis des décennies. En clair : il faut cesser d'affecter les excédents record au remboursement de la dette souveraine, afin de pouvoir les réinvestir dans l'éducation, les infrastructures et la sécurité intérieure.

L'engagement européen n'a rien d'un vœu pieux, mais s'appuie sur des propositions concrètes et tangibles. La France et l'Italie attendent à juste titre de la part de Berlin un signal clair en faveur d'un renforcement de l'Europe. L'idée d'une union de transferts n'est cependant pas très fédératrice en Allemagne. La fin de l'austérité offrirait ici une issue à cette impasse européenne. Renoncer au gel des investissements ne favoriserait pas seulement la

croissance allemande, mais contribuerait également à résoudre la crise de la zone euro. Dans ces conditions, réduire les déséquilibres européens en augmentant les investissements et les salaires en Allemagne est le seul signal valable à envoyer aux partenaires européens.

Le retour à l'investissement des pouvoirs publics signale à ceux qui se sentaient délaissés dans les zones rurales déshéritées que l'Etat ne les a pas abandonnés. Renforcer le modèle allemand de l'Etat social pour en faire un rempart face aux forces centrifuges du capitalisme financier mondialisé permettrait d'apaiser les craintes de déclassement social. Améliorer la sécurité intérieure permettrait aux citoyens d'accepter la transformation accélérée de la société. Le *patriotisme heureux* leur offrirait ainsi un gage de stabilité et constituerait donc le meilleur moyen de prendre les populistes d'extrême droite à leur propre jeu.

Le *patriotisme heureux* pourrait en outre faire office de base idéologique commune, à l'intersection de tous les courants de la social-démocratie : le renforcement de la sécurité intérieure est une exigence chère aux sociaux-démocrates conservateurs ; le changement de paradigme dans la politique économique et sociale est une revendication essentielle de la gauche ; l'idée d'un investissement prioritaire dans les services publics plaît, quant à elle, à ceux qui émettent un regard critique sur les politiques de redistribution des richesses. Le retour à l'investissement des pouvoirs publics, enfin, devrait trouver des adeptes parmi les habitants des zones rurales et au sein du patronat des petites et moyennes entreprises qui dépendent du marché allemand.

Inscrire la question de la redistribution matérielle dans un cadre culturel, c'est finalement se doter d'un outil conceptuel efficace dans le contexte de la formation politique du capitalisme numérique qui émerge. Le *patriotisme heureux* marque ainsi un premier pas vers une nouvelle définition de ce que signifie la démocratie sociale au XXI<sup>e</sup> siècle.

Cet article a été publié par le **IPG-Journal** sous le titre

**Linke Heimat**

*Wie die Progressiven den Begriff Heimat für sich besetzen sollten*

<http://www.ipg-journal.de/schwerpunkt-des-monats/heimat/artikel/detail/linke-heimat-2614/>



### Auteur

**Marc Saxer** est directeur du département Asie de la Fondation Friedrich-Ebert. Auparavant, il a été représentant de la fondation en Inde, coordinateur de l'initiative de la FES *Economy of Tomorrow in Asia* et représentant de la fondation en Thaïlande. Il travaille notamment sur les transformations sociétales et l'approche politique de ces questions.

### Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg  
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96  
[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:  
[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie: la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.